

RCS : ANGERS Code greffe : 4901

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de ANGERS atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 2012 B 00757 Numéro SIREN : 751 539 735 Nom ou dénomination : BC CHAMBRAY

Ce dépôt a été enregistré le 18/01/2019 sous le numéro de dépôt 2696

Duplicata
GREFFE DU
TRIBUNAL DE COMMERCE
D'ANGERS

19 RUE RENE ROUCHY - BP 80003
49055 ANGERS CEDEX 02
sur le site : www.infogreffe.fr

TEL : 02.41.87.89. (30 ou 31)

RECEPISSE DE DEPOT

AVOCATS CONSEILS REUNIS
2 BOULEVARD BESSONNEAU
BP 60215
49102 ANGERS CEDEX02

V/REF : BB/CAR
N/REF : 2012 B 757 / 2019-B-2696

Le greffier du tribunal de commerce d'Angers certifie qu'il a reçu le 18/01/2019,

les documents comptables prévus aux articles L 232-21 et suivants du code de commerce, de l'exercice clos le 30/06/2018.

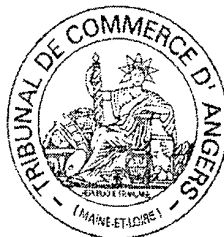
Concernant la société

BC CHAMBRAY
Société par actions simplifiée
les Hevais
49150 Saint-Martin d'Arce

Le dépôt a été enregistré sous le numéro 2019-B-2696 le 18/01/2019

R.C.S. ANGERS 751 539 735 (2012 B 757)

Fait à ANGERS le 18/01/2019,
LE GREFFIER



M. M. L.

BC CHAMBRAY

Société par actions simplifiée au capital de 20.000 euros

Siège Social : Les Hévais - SAINT MARTIN D'ARCE - 49150 BAUGE-EN-ANJOU

R.C.S. ANGERS 751 539 735

ARRIVÉ AU GREFFE DE COMMERCE

LE 18 JAN. 2019

EXERCICE CLOS LE 30 JUIN 2018

PROPOSITION D'AFFECTATION DU RESULTAT

TROISIEME DECISION

L'associée unique,

décide d'affecter le bénéfice net, comptable de l'exercice clos le 30 juin 2018, dont elle constate l'existence et qui s'élève à 59.381,84 €, à la distribution de dividendes à l'associée unique.

Ces dividendes seront mis en paiement à compter de ce jour.

L'associée unique, bien qu'elle soit une personne morale soumise à l'impôt sur les sociétés, prend acte que pour les distributions perçues à compter du 1^{er} janvier 2018, les personnes physiques fiscalement domiciliées en France, peuvent sur option, expresse et irrévocable, être soumises au barème progressif de l'impôt sur le revenu. Dans cette hypothèse, les dividendes perçus sont pris en compte dans le revenu net global. Les revenus mobiliers inclus dans l'assiette du revenu global sont retenus pour leur montant net. Dans ce cadre, les dividendes perçus sont éligibles à l'abattement de 40% visé à l'article 158,3.2° du Code général des impôts. Les revenus mobiliers sont ainsi réduits, pour le calcul de l'impôt sur le revenu, de cet abattement égal à 40 % du montant brut perçu. Sont également déductibles du montant des revenus mobiliers les dépenses engagées pour l'acquisition ou la conservation des revenus. Une fraction de la CSG est par ailleurs déductible. Les distributions sont par ailleurs soumises aux prélèvements sociaux au taux global de 17,2 %.

A défaut d'option pour le barème progressif de l'impôt sur le revenu, les distributions perçues à compter du 1^{er} janvier 2018, les personnes physiques fiscalement domiciliées en France sont soumises de plein droit au prélèvement forfaitaire unique de 30 % (le « **PFU** ») consistant en une imposition à l'impôt sur le revenu à un taux forfaitaire unique de 12,8 %, auquel s'ajoutent les prélèvements sociaux de 17,2 %. Le PFU est assis sur le montant brut des revenus. L'abattement de 40 % sur les dividendes d'actions et revenus assimilés n'est pas applicable. De même, les dépenses engagées pour l'acquisition ou la conservation des revenus ne sont pas déductibles. La CSG n'est pas non plus déductible.

513

Ceci exposé et pour les distributions perçues à compter du 1^{er} janvier 2018, les personnes physiques fiscalement domiciliées en France sont, en tout état de cause, soumises au prélèvement forfaitaire obligatoire égal à 12,8 % du montant du dividende brut voté, qui doit être précompté par la société distributrice, qui n'est pas libératoire de l'impôt sur le revenu dû selon les modalités indiquées ci-dessus, mais qui s'imputera sur l'impôt sur le revenu dû comme un crédit d'impôt et dont l'excédent non imputé sur l'impôt dû sera restitué.

Toutefois, la société distributrice est autorisée à ne pas précompter ce prélèvement pour les associés dont le revenu fiscal de référence de l'avant-dernière année est inférieur à 50.000 euros (contribuables célibataires, divorcés ou veufs) et à 75.000 euros (contribuables soumis à une imposition commune) et qui en font la demande à la société avant le 30 novembre de l'année précédant l'année de paiement du dividende en lui adressant une attestation sur l'honneur que son revenu fiscal de référence est inférieur aux seuils précités.

Les prélèvements sociaux dus au taux de 17,2 % sur les distributions versées aux associés personnes physiques sont également en toute hypothèse retenus puis payés par la société distributrice.

Pour le respect des dispositions légales et bien que l'associée unique soit une personne morale soumise à l'impôt sur les sociétés non concernée par les développements qui précèdent, il est précisé qu'en l'absence de distribution de revenus d'autre nature, le montant des revenus éligibles à l'abattement de 40 % mentionné au 2^o du 3 de l'article 158 du Code Général des Impôts, sous réserve de l'assujettissement du bénéficiaire à l'impôt sur le revenu et de l'exercice par lui de l'option pour l'application du barème progressif, s'élève à 59.381,84 €, tandis que le montant des revenus distribués non éligibles audit abattement est nul.

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, l'associée unique prend acte qu'aucun dividende n'a été distribué au titre des trois derniers exercices.

ADOPTION

Cette affectation a été adoptée dans son intégralité par décision de l'associée unique du 31 décembre 2018.

Certifié conforme



BC CHAMBRAY

Société par actions simplifiée au capital de 20.000 euros

Siège Social : Les Hévais - SAINT MARTIN D'ARCE - 49150 BAUGE-EN-ANJOU

R.C.S. ANGERS 751 539 735

BILAN

COMPTE DE RESULTATS

ANNEXE

DE L'EXERCICE CLOS LE 30 JUIN 2018

Certifié conforme

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized 'R' followed by a horizontal line and a vertical stroke.

Etats financiers au 30/06/2018**Bilan**

Bilan Actif

Etat exprimé en euros

		30/06/2018			30/06/2017
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
Capital souscrit non appelé (I)					
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de développement				
	Concessions brevets droits similaires	119	119		
	Fonds commercial (1)				
	Autres immobilisations incorporelles				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
	Constructions	724 484	346 781	377 703	450 771
	Installations techniques,mat. et outillage indus.	21 964	20 423	1 541	5 964
	Autres immobilisations corporelles	171 880	100 931	70 949	85 336
	Immobilisations en cours				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations				
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
	Autres immobilisations financières	106 250		106 250	106 250
TOTAL (II)		1 024 696	468 254	556 443	648 322
ACTIF CIRCULANT	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	Avances et Acomptes versés sur commandes				1 394
	CREANCES (3)				
	Créances clients et comptes rattachés				
	Autres créances	14 039		14 039	24 182
	Capital souscrit appelé, non versé				
COMPTES DE REGULARISATION	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT				
	DISPONIBILITES	197 604		197 604	205 881
	Charges constatées d'avance	1 704		1 704	3 725
	TOTAL (III)	213 346		213 346	235 181
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)				
	Primes de remboursement des obligations (V)				
	Ecart de conversion actif (VI)				
TOTAL ACTIF (I à VI)		1 238 043	468 254	769 789	883 503

(1) dont droit au bail

(2) dont immobilisations financières à moins d'un an

(3) dont créances à plus d'un an

Bilan Passif

Etat exprimé en euros

30/06/2018

30/06/2017

Capitaux Propres	Capital social ou individuel	20 000	20 000
	Primes d'émission, de fusion, d'apport ...		
	Ecart de réévaluation		
	RESERVES		
	Réserve légale	2 000	2 000
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves réglementées		
	Autres réserves	99 706	81 958
	Report à nouveau		(6 936)
	Résultat de l'exercice	59 382	24 684
	Subventions d'investissement		
	Provisions réglementées		
	Total des capitaux propres	181 088	121 706
Autres fonds propres	Produits des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
	Total des autres fonds propres		
Provisions	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges		
	Total des provisions		
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)	305 728	412 808
	Emprunts et dettes financières divers	133 947	174 810
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	79 779	78 090
	Dettes fiscales et sociales	69 248	96 088
	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes		
	Produits constatés d'avance (1)		
	Total des dettes	588 701	761 797
	Ecart de conversion passif		
	TOTAL PASSIF	769 789	883 503
	Résultat de l'exercice exprimé en centimes	59 381,84	24 683,87
(1)	Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an	395 309	457 662
(2)	Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP	684	566

Etats financiers au 30/06/2018

Compte de résultat

Compte de Résultat 1/2

Etat exprimé en euros

30/06/2018

30/06/2017

		France	Exportation	12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises				
	Production vendue (Biens)				
	Production vendue (Services et Travaux)	861 446		861 446	809 145
	Montant net du chiffre d'affaires	861 446		861 446	809 145
	Production stockée				
	Production immobilisée				
	Subventions d'exploitation				
CHARGES D'EXPLOITATION	Reprises sur provisions et amortissements, transfert de charges			12 736	8 453
	Autres produits			885	20
	Total des produits d'exploitation (1)			875 067	817 618
	Achats de marchandises				
	Variation de stock				
	Achats de matières et autres approvisionnements				
	Variation de stock				
	Autres achats et charges externes			324 594	321 747
	Impôts, taxes et versements assimilés			13 780	13 156
	Salaires et traitements			275 974	261 846
CHARGES D'EXPLOITATION	Charges sociales du personnel			70 118	59 653
	Cotisations personnelles de l'exploitant				
	Dotations aux amortissements :				
	- sur immobilisations			99 463	98 409
	- charges d'exploitation à répartir				
	Dotations aux dépréciations :				
	- sur immobilisations				
	- sur actif circulant				
	Dotations aux provisions				
	Autres charges			3 671	2 867
CHARGES D'EXPLOITATION	Total des charges d'exploitation (2)			787 602	757 679
	RESULTAT D'EXPLOITATION			87 465	59 938

Compte de Résultat 2/2

Etat exprimé en euros

30/06/2018

30/06/2017

RESULTAT D'EXPLOITATION		87 465	59 938
Opéra. comm.	Bénéfice attribué ou perte transférée		
	Perte supportée ou bénéfice transféré		
PRODUITS FINANCIERS	De participations (3)		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé (3)		
	Autres intérêts et produits assimilés (3)	324	306
	Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges		
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des produits financiers		324	306
CHARGES FINANCIERES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées (4)	17 452	21 592
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des charges financières		17 452	21 592
RESULTAT FINANCIER		(17 128)	(21 285)
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS		70 337	38 653
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion		
	Sur opérations en capital		
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges		
	Total des produits exceptionnels		
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion		12 055
	Sur opérations en capital		
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Total des charges exceptionnelles		12 055
RESULTAT EXCEPTIONNEL			(12 055)
PARTICIPATION DES SALAIRES			
IMPOTS SUR LES BENEFICES		10 955	1 914
TOTAL DES PRODUITS		875 390	817 924
TOTAL DES CHARGES		816 009	793 240
RESULTAT DE L'EXERCICE		59 382	24 684

(1) dont produits afférents à des exercices antérieurs

(2) dont charges afférentes à des exercices antérieurs

(3) dont produits concernant les entreprises liées

(4) dont intérêts concernant les entreprises liées

Etats financiers au 30/06/2018**ANNEXE**

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Les comptes **annuels** de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Le bilan de l'exercice présente un total de **769 789 euros**.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits** de **875 390 euros** et un total **charges** de **816 009 euros**, dégageant ainsi un **résultat** de **59 382 euros**.

L'exercice considéré débute le **01/07/2017** et finit le **30/06/2018**.

Il a une durée de **12 mois**.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Aucun changement dans les méthodes d'évaluation et dans les méthodes de présentation n'a été apporté.

Les principales méthodes utilisées sont :

Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Stocks et en cours

La société n'est pas propriétaire de ses stocks, aussi aucun stock n'a été constaté dans les comptes annuels.

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Les créances clients présentées dans le tableau de financement, ont été retenues pour leur valeur brute, conformément aux principes comptables.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Achats

Les frais accessoires d'achat payés à des tiers n'ont pas été incorporés dans les comptes d'achat, mais ont été comptabilisés dans les différents comptes de charge correspondant à leur nature.

Crédit d'impôt compétitivité emploi - CICE

Notre société est bénéficiaire du dispositif CICE qui a été institué par la Loi de Finances rectificative du 29 décembre 2012 à compter du 1^{er} janvier 2013. Le CICE porte sur l'ensemble des rémunérations versées aux salariés au cours de l'année civile qui n'excèdent pas 2.5 fois le SMIC calculé sur la base de la durée légale de travail, augmentée le cas échéant des heures complémentaires ou supplémentaires de travail.

Le Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi est comptabilisé au rythme de l'engagement. Il est à prendre en compte au fur et à mesure de l'engagement des charges de rémunérations correspondantes, que la clôture coïncide ou non avec l'année civile, pour les comptes annuels comme pour les comptes intermédiaires. Ledit crédit ne constitue pas un produit imposable à l'Impôt sur les Sociétés et à la CVAE.

Le taux du crédit d'impôt est fixé à 7% à compter du 1^{er} janvier 2017. Le crédit d'impôt au titre de l'année civile 2017 s'élève à 14 926 euros. Ce crédit est affecté au financement du besoin en fonds de roulement et au renouvellement des investissements à engager sur le prochain exercice social.

La prise en compte du CICE impacte les états financiers par la matérialisation de l'élément suivant : Crédit d'impôt comptabilisé pour un montant de 13 967 euros.

Conformément à la recommandation de l'Autorité des normes comptables, le produit correspondant a été porté au crédit du comptes "charges sociales du personnel - CICE".

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Fonds de commerce et droit au bail

Les règles et méthodes comptables prévoient que les comptes annuels doivent comprendre les dépréciations appropriées, notamment au regard des actifs, et parmi eux les actifs incorporels (fonds de commerce).

Sur la base actuelle des valeurs de marché, la Direction de la société estime qu'il n'y a lieu d'effectuer aucune dépréciation d'actifs incorporels.

Evènements significatifs durant l'exercice

Aucun évènement significatif n'est à signaler.

Evènements postérieurs à la clôture de l'exercice

Aucun évènement postérieur à la clôture de la période n'est à signaler.

Engagements hors bilans

Ils sont signalés dans les pages suivantes ou sont considérés comme non significatifs.

Indemnité de fin de carrière

Compte tenu de la structure actuelle de nos effectifs, de l'ancienneté et de l'âge moyen du personnel, et en application de la convention collective de l'habillement et des articles de textiles, les indemnités de fin de carrière sont considérées comme non significatives. La société n'a pas souscrit de contrat d'assurance à cet effet.

Immobilisations

Etat exprimé en euros

Etat exprimé en euros		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 30/06/2018
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Viremt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Autres	119					119
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	119					119
CORPORELLES	Terrains						
	Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencement	724 484					724 484
	Instal technique, matériel outillage industriels	21 964					21 964
	Instal., agencement, aménagement divers						
	Matériel de transport						
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	164 295		7 584			171 880
	Emballages récupérables et divers						
	Immobilisations corporelles en cours						
	Avances et acomptes						
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	910 743		7 584			918 327	
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence						
	Autres participations						
	Autres titres immobilisés						
	Prêts et autres immobilisations financières	106 250					106 250
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	106 250					106 250
TOTAL		1 017 112		7 584			1 024 696

Amortissements

Etat exprimé en euros

Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 30/06/2018
	Dotations	Diminutions	

INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Autres	119			119
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	119			119
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencement aménagement	273 713	73 068		346 781
	Instal technique, matériel outillage industriels	16 000	4 424		20 423
	Autres Instal., agencement, aménagement divers Matériel de transport Matériel de bureau, mobilier Emballages récupérables et divers	78 959	21 972		100 931
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	368 671	99 463		468 135
	TOTAL	368 790	99 463		468 254

Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires

	Dotations			Reprises			Mouvement net des amortisse- ment à la fin de l'exercice
	Différentiel de durée et autre	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée et autre	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Frais d'établissement et de développement							
Autres immobilisations incorporelles							
TOTAL IMMOB INCORPORELLES							
Terrains							
Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal, agencement, aménag.							
Instal. technique matériel outillage industriels							
Instal générales Agenct aménagt divers							
Matériel de transport							
Matériel de bureau, informatique, mobilier							
Emballages récupérables, divers							
TOTAL IMMOB CORPORELLES							
Frais d'acquisition de titres de participation							
TOTAL							
TOTAL GENERAL NON VENTILE							

Provisions

Etat exprimé en euros

Début exercice

Augmentations

Diminutions

30/06/2018

PROVISIONS REGLEMEENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
	PROVISIONS REGLEMEENTEES				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges				
	Pour garanties données aux clients				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires				
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES				
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations { incorporelles corporelles des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières				
	Sur stocks et en-cours				
	Sur comptes clients				
	Autres				
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION				
TOTAL GENERAL					
Dont dotations et reprises { - d'exploitation - financières - exceptionnelles					
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.					

Créances et Dettes

Etat exprimé en euros

		30/06/2018	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts			
	Autres immobilisations financières	106 250		106 250
	Clients douteux ou litigieux			
	Autres créances clients			
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés			
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
	Impôts sur les bénéfices	6 498	6 498	
	Taxes sur la valeur ajoutée	880	880	
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers			
	Groupe et associés	3 971	3 971	
	Débiteurs divers	2 690	2 690	
	Charges constatées d'avances	1 704	1 704	
TOTAL DES CREANCES		121 992	15 742	106 250
Prêts accordés en cours d'exercice				
Remboursements obtenus en cours d'exercice				
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

		30/06/2018	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine	684	684		
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine	305 044	111 651	193 392	
	Emprunts et dettes financières divers				
	Fournisseurs et comptes rattachés	79 779	79 779		
	Personnel et comptes rattachés	23 750	23 750		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	20 135	20 135		
	Impôts sur les bénéfices				
	Taxes sur la valeur ajoutée	17 578	17 578		
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	7 785	7 785		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Groupe et associés	133 947	133 947		
	Autres dettes				
	Dette représentative de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance				
TOTAL DES DETTES		588 701	395 309	193 392	
Emprunts souscrits en cours d'exercice					
Emprunts remboursés en cours d'exercice		106 939			
Emprunts dettes associés (personnes physiques)		519			

ANNEXE - Elément 6.05

Fonds Commercial

Etat exprimé en euros

30/06/2018

Observations

Achetés avec protection juridique
Eléments acquis du fonds de commerce
Fonds commerciaux réévalués
Fonds commerciaux reçus en apport

TOTAL**NEANT**

ANNEXE - Elément 6.10

Produits à recevoir

Etat exprimé en euros

30/06/2018

Total des Produits à recevoir		2 383
Autres créances		2 383
<i>Divers, produits à recevoir</i>	2 291	
<i>Intérêts à percevoir</i>	92	

ANNEXE - Elément 6.11

Charges à payer

Etat exprimé en euros

30/06/2018

Total des Charges à payer		52 613
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		1 593
<i>Intérêts courus sur emprunts</i>	909	
<i>Agios et frais à payer</i>	684	
Emprunts et dettes financières divers		2 312
<i>Bch - int cct</i>	2 312	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		10 083
<i>Fournisseurs, fnp</i>	9 955	
<i>Fournisseurs, fnp Groupe</i>	128	
Dettes fiscales et sociales		38 624
<i>Dettes provisionnées sur C.P.</i>	23 711	
<i>Charges sociales sur C.P.</i>	7 128	
<i>Charges fiscales sur C.P.</i>	380	
<i>Etat, impôts et taxes à payer</i>	5 035	
<i>Provision taxe d'apprentissage</i>	916	
<i>Provision formation continue</i>	1 454	

ANNEXE - Elément 6.12

Produits constatés d'avance

Etat exprimé en euros		Période	Montants	30/06/2018
Produits constatés d'avance - EXPLOITATION				
Produits constatés d'avance - FINANCIERS				
Produits constatés d'avance - EXCEPTIONNELS				
TOTAL				

NEANT

ANNEXE - Elément 6.12

Charges constatées d'avance

Etat exprimé en euros		Période	Montants	30/06/2018
Charges constatées d'avance - EXPLOITATION				1 704
Charges diverses d'exploitation			1 704	
Charges constatées d'avance - FINANCIERES				
Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES				
TOTAL				1 704

--

Capital social

Etat exprimé en euros

30/06/2018

Nombre

Val. Nominale

Montant

ACTIONS / PARTS SOCIALES				
	Du capital social début exercice			20 000,00
	Emises pendant l'exercice		0,0000	
	Remboursées pendant l'exercice		0,0000	
	Du capital social fin d'exercice			20 000,00

Effectif moyen

30/06/2018

Interne

Externe

EFFECTIF MOYEN PAR CATEGORIE			
	Cadres & professions intellectuelles supérieures	1	
	Professions intermédiaires		
	Employés	10	
	Ouvriers		
	TOTAL	11	

Annexe libre

Etat exprimé en euros

ENGAGEMENTS HORS BILAN

Au profit de la Caisse d'Epargne

Caution simple de BPI France à hauteur de 50 % du capital restant dû : soit 152 067.31 €

Caution solidaire et limitée de BC Holding à hauteur de 30 % du capital restant dû : soit 91 240.38 €

Nantissement de premier rang sur le fonds de commerce de Chambray les Tours

Engagements de crédit-bail

Voir ci-après

Crédit-Bail

Etat exprimé en euros

Terrains

Constructions

Matériels et
outillages

Autres

30/06/2018

VALEUR D'ORIGINE					
AMORTISSEMENTS	Cumul exercices antérieurs				
	Dotation exercice				
	TOTAL				
REDEVANCES PAYEES	Cumul exercices antérieurs				
	Dotation exercice				
	TOTAL				
REDEV. RESTANT A PAYER	à 1 an au plus				
	entre 1 et 5 ans				
	à plus de 5 ans				
	TOTAL				
VALEUR RESIDUELLE	à 1 an au plus				
	entre 1 et 5 ans				
	à plus de 5 ans				
	TOTAL				
MONTANT PRIS EN CHARGE DANS L'EXERCICE					

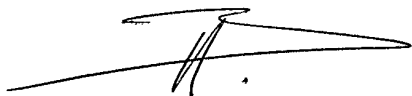
NEANT

S.A.S.U. BC CHAMBRAY

EXERCICE CLOS LE 30 JUIN 2018

**RAPPORT
DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**

Certifié conforme



1

S.A.S.U. BC CHAMBRAY
Adresse : Lieu-dit Les Hévais - SAINT-MARTIN-D'ARCE
49150 BAUGE-EN-ANJOU

Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels pour l'exercice clos le 30 juin 2018

A l'attention de l'associée unique de la société BC CHAMBRAY,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par décision de l'associée unique, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société BC CHAMBRAY relatifs à l'exercice clos le 30 juin 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du Commissaire aux Comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} juillet 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le Code de déontologie de la profession de Commissaire aux Comptes.

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes :

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

VERIFICATION DU RAPPORT DE GESTION ET DES AUTRES DOCUMENTS ADRESSES A L'ASSOCIEE UNIQUE

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion de la Présidente et dans les autres documents adressés à l'associée unique sur la situation financière et les comptes annuels.

RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la Direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle, conformément aux règles et principes comptables français, ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la Direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par la Présidente.

RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le Commissaire aux Comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne.
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne.
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels.
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la Direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier.

- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à ANGERS, le 21 décembre 2018

Le Commissaire aux Comptes
BECOUZE

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized 'S' followed by a horizontal line and a vertical stroke.

S. GARNIER
Associée

Ce rapport comprend 23 pages.

Bilan Actif

Etat exprimé en euros		30/06/2018			30/06/2017
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	Capital souscrit non appelé (I)				
	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de développement				
	Concessions brevets droits similaires	119	119		
	Fonds commercial (1)				
	Autres immobilisations incorporelles				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
	Constructions	724 484	346 781	377 703	450 771
	Installations techniques, mat. et outillage indus.	21 964	20 423	1 541	5 964
	Autres immobilisations corporelles	171 880	100 931	70 949	85 336
	Immobilisations en cours				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations				
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
	Autres immobilisations financières	106 250		106 250	106 250
	TOTAL (II)	1 024 696	468 254	556 443	648 322
ACTIF CIRCULANT	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	Avances et Acomptes versés sur commandes				1 394
	CREANCES (3)				
	Créances clients et comptes rattachés				
	Autres créances	14 039		14 039	24 182
	Capital souscrit appelé, non versé				
COMPTES DE REGULARISATION	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT				
	DISPONIBILITES	197 604		197 604	205 881
	Charges constatées d'avance	1 704		1 704	3 725
	TOTAL (III)	213 346		213 346	235 181
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)				
	Primes de remboursement des obligations (V)				
	Ecart de conversion actif (VI)				
TOTAL ACTIF (I à VI)		1 238 043	468 254	769 789	883 503

(1) dont droit au bail

(2) dont immobilisations financières à moins d'un an

(3) dont créances à plus d'un an

Bilan Passif

Etat exprimé en euros		30/06/2018	30/06/2017
Capitaux Propres	Capital social ou individuel	20 000	20 000
	Primes d'émission, de fusion, d'apport ...		
	Ecarts de réévaluation		
	RESERVES		
	Réserve légale	2 000	2 000
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves réglementées		
	Autres réserves	99 706	81 958
	Report à nouveau		(6 936)
	Résultat de l'exercice	59 382	24 684
	Subventions d'investissement		
	Provisions réglementées		
	Total des capitaux propres	181 088	121 706
Autres fonds propres	Produits des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
	Total des autres fonds propres		
Provisions	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges		
	Total des provisions		
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)	305 728	412 808
	Emprunts et dettes financières divers	133 947	174 810
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	79 779	78 090
	Dettes fiscales et sociales	69 248	96 088
	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes		
	Produits constatés d'avance (1)		
	Total des dettes	588 701	761 797
	Ecarts de conversion passif		
	TOTAL PASSIF	769 789	883 503
Résultat de l'exercice exprimé en centimes		59 381,84	24 683,87
(1) Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an		395 309	457 662
(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP		684	566

Compte de Résultat 1/2

Etat exprimé en euros

30/06/2018

30/06/2017

		France	Exportation	12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises				
	Production vendue (Biens)				
	Production vendue (Services et Travaux)	861 446		861 446	809 145
	Montant net du chiffre d'affaires	861 446		861 446	809 145
	Production stockée				
	Production immobilisée				
	Subventions d'exploitation				
CHARGES D'EXPLOITATION	Reprises sur provisions et amortissements, transfert de charges			12 736	8 453
	Autres produits			885	20
	Total des produits d'exploitation (1)			875 067	817 618
	Achats de marchandises				
	Variation de stock				
	Achats de matières et autres approvisionnements				
	Variation de stock				
CHARGES D'EXPLOITATION	Autres achats et charges externes			324 594	321 747
	Impôts, taxes et versements assimilés			13 780	13 156
	Salaires et traitements			275 974	261 846
	Charges sociales du personnel			70 118	59 653
	Cotisations personnelles de l'exploitant				
	Dotations aux amortissements :				
	- sur immobilisations			99 463	98 409
CHARGES D'EXPLOITATION	- charges d'exploitation à répartir				
	Dotations aux dépréciations :				
	- sur immobilisations				
	- sur actif circulant				
	Dotations aux provisions				
	Autres charges			3 671	2 867
	Total des charges d'exploitation (2)			787 602	757 679
RESULTAT D'EXPLOITATION				87 465	59 938

Compte de Résultat 2/2

Etat exprimé en euros

30/06/2018

30/06/2017

RES ULTAT D'EXPLOITATION		87 465	59 938
Opéra. comm.	Bénéfice attribué ou perte transférée		
	Perte supportée ou bénéfice transféré		
PRODUITS FINANCIERS	De participations (3)		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé (3)		
	Autres intérêts et produits assimilés (3)	324	306
	Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges		
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des produits financiers		324	306
CHARGES FINANCIERES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées (4)	17 452	21 592
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des charges financières		17 452	21 592
RESULTAT FINANCIER		(17 128)	(21 285)
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS		70 337	38 653
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion		
	Sur opérations en capital		
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges		
	Total des produits exceptionnels		
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion		12 055
	Sur opérations en capital		
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Total des charges exceptionnelles		12 055
RESULTAT EXCEPTIONNEL			(12 055)
PARTICIPATION DES SALAIRES IMPOTS SUR LES BENEFICES		10 955	1 914
TOTAL DES PRODUITS		875 390	817 924
TOTAL DES CHARGES		816 009	793 240
RESULTAT DE L'EXERCICE		59 382	24 684

- (1) dont produits afférents à des exercices antérieurs
 (2) dont charges afférentes à des exercices antérieurs
 (3) dont produits concernant les entreprises liées
 (4) dont intérêts concernant les entreprises liées

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Les comptes **annuels** de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Le bilan de l'exercice présente un total de **769 789 euros**.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits** de **875 390 euros** et un total **charges** de **816 009 euros**, dégageant ainsi un **résultat** de **59 382 euros**.

L'exercice considéré débute le **01/07/2017** et finit le **30/06/2018**.

Il a une durée de **12 mois**.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Aucun changement dans les méthodes d'évaluation et dans les méthodes de présentation n'a été apporté.

Les principales méthodes utilisées sont :

Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Stocks et en cours

La société n'est pas propriétaire de ses stocks, aussi aucun stock n'a été constaté dans les comptes annuels.

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Les créances clients présentées dans le tableau de financement, ont été retenues pour leur valeur brute, conformément aux principes comptables.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Achats

Les frais accessoires d'achat payés à des tiers n'ont pas été incorporés dans les comptes d'achat, mais ont été comptabilisés dans les différents comptes de charge correspondant à leur nature.

Crédit d'impôt compétitivité emploi - CICE

Notre société est bénéficiaire du dispositif CICE qui a été institué par la Loi de Finances rectificative du 29 décembre 2012 à compter du 1er janvier 2013. Le CICE porte sur l'ensemble des rémunérations versées aux salariés au cours de l'année civile qui n'excèdent pas 2.5 fois le SMIC calculé sur la base de la durée légale de travail, augmentée le cas échéant des heures complémentaires ou supplémentaires de travail.

Le Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi est comptabilisé au rythme de l'engagement. Il est à prendre en compte au fur et à mesure de l'engagement des charges de rémunérations correspondantes, que la clôture coïncide ou non avec l'année civile, pour les comptes annuels comme pour les comptes intermédiaires. Ledit crédit ne constitue pas un produit imposable à l'Impôt sur les Sociétés et à la CVAE.

Le taux du crédit d'impôt est fixé à 7% à compter du 1er janvier 2017. Le crédit d'impôt au titre de l'année civile 2017 s'élève à 14 926 euros. Ce crédit est affecté au financement du besoin en fonds de roulement et au renouvellement des investissements à engager sur le prochain exercice social.

La prise en compte du CICE impacte les états financiers par la matérialisation de l'élément suivant :
Crédit d'impôt comptabilisé pour un montant de 13 967 euros.

Conformément à la recommandation de l'Autorité des normes comptables, le produit correspondant a été porté au crédit du comptes "charges sociales du personnel - CICE".

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Fonds de commerce et droit au bail

Les règles et méthodes comptables prévoient que les comptes annuels doivent comprendre les dépréciations appropriées, notamment au regard des actifs, et parmi eux les actifs incorporels (fonds de commerce).

Sur la base actuelle des valeurs de marché, la Direction de la société estime qu'il n'y a lieu d'effectuer aucune dépréciation d'actifs incorporels.

Evènements significatifs durant l'exercice

Aucun évènement significatif n'est à signaler.

Evènements postérieurs à la clôture de l'exercice

Aucun évènement postérieur à la clôture de la période n'est à signaler.

Engagements hors bilans

Ils sont signalés dans les pages suivantes ou sont considérés comme non significatifs.

Indemnité de fin de carrière

Compte tenu de la structure actuelle de nos effectifs, de l'ancienneté et de l'âge moyen du personnel, et en application de la convention collective de l'habillement et des articles de textiles, les indemnités de fin de carrière sont considérées comme non significatives. La société n'a pas souscrit de contrat d'assurance à cet effet.

Immobilisations

Etat exprimé en euros

Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 30/06/2018
	Augmentations		Diminutions		
	Réévaluations	Acquisitions	Virent p à p.	Cessions	

INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement					
	Autres	119				119
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	119				119

CORPORELLES	Terrains					
	Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencement	724 484				724 484
	Instal technique, matériel outillage industriels	21 964				21 964
	Instal., agencement, aménagement divers					
	Matériel de transport					
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	164 295		7 584		171 880
	Emballages récupérables et divers					
	Immobilisations corporelles en cours					
	Avances et acomptes					
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	910 743		7 584		918 327

FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence					
	Autres participations					
	Autres titres immobilisés					
	Prêts et autres immobilisations financières	106 250				106 250
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	106 250				106 250

TOTAL		1 017 112		7 584		1 024 696
--------------	--	------------------	--	--------------	--	------------------

Amortissements

Etat exprimé en euros		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 30/06/2018
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Autres	119			119
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	119			119
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencement aménagement	273 713	73 068		346 781
	Instal technique, matériel outillage industriels	16 000	4 424		20 423
	Autres Instal., agencement, aménagement divers				
	Matériel de transport				
	Matériel de bureau, mobilier	78 959	21 972		100 931
	Emballages récupérables et divers				
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	368 671	99 463		468 135
TOTAL		368 790	99 463		468 254

Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires

	Dotations			Reprises			Mouvement net des amortisse- ment à la fin de l'exercice
	Différentiel de durée et autre	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée et autre	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Frais d'établissement et de développement							
Autres immobilisations incorporelles							
TOTAL IMMOB INCORPORELLES							
Terrains							
Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal, agencement, aménag.							
Instal. technique matériel outillage industriels							
Instal générales Agencet aménagt divers							
Matériel de transport							
Matériel de bureau, informatique, mobilier							
Emballages récupérables, divers							
TOTAL IMMOB CORPORELLES							
Frais d'acquisition de titres de participation							
TOTAL							
TOTAL GENERAL NON VENTILE							

Provisions

Etat exprimé en euros

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	30/06/2018
PROVISIONS REGLEMEENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
	PROVISIONS REGLEMEENTEES				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges				
	Pour garanties données aux clients				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires				
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres				
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES				
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations { incorporelles corporelles des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières				
	Sur stocks et en-cours				
	Sur comptes clients				
	Autres				
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION				
TOTAL GENERAL					
Dont dotations et reprises { - d'exploitation - financières - exceptionnelles					
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.					

Créances et Dettes

Etat exprimé en euros

		30/06/2018	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts			
	Autres immobilisations financières	106 250		106 250
	Clients douteux ou litigieux			
	Autres créances clients			
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés			
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
	Impôts sur les bénéfices	6 498	6 498	
	Taxes sur la valeur ajoutée	880	880	
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers			
	Groupe et associés	3 971	3 971	
	Débiteurs divers	2 690	2 690	
	Charges constatées d'avances	1 704	1 704	
TOTAL DES CREANCES		121 992	15 742	106 250
Prêts accordés en cours d'exercice				
Remboursements obtenus en cours d'exercice				
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

		30/06/2018	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine	684	684		
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine	305 044	111 651	193 392	
	Emprunts et dettes financières divers				
	Fournisseurs et comptes rattachés	79 779	79 779		
	Personnel et comptes rattachés	23 750	23 750		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	20 135	20 135		
	Impôts sur les bénéfices				
	Taxes sur la valeur ajoutée	17 578	17 578		
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	7 785	7 785		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Groupe et associés	133 947	133 947		
	Autres dettes				
	Dette représentative de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance				
TOTAL DES DETTES		588 701	395 309	193 392	
Emprunts souscrits en cours d'exercice					
Emprunts remboursés en cours d'exercice		106 939			
Emprunts dettes associés (personnes physiques)		519			

ANNEXE - Elément 6.05

Fonds Commercial

Etat exprimé en euros

30/06/2018

Observations

Achetés avec protection juridique Eléments acquis du fonds de commerce Fonds commerciaux réévalués Fonds commerciaux reçus en apport		
TOTAL		

NEANT

ANNEXE - Elément 6.10

Produits à recevoir

Etat exprimé en euros

30/06/2018

Total des Produits à recevoir		2 383
Autres créances		2 383
Divers, produits à recevoir	2 291	
Intérêts à percevoir	92	

Charges à payer

Etat exprimé en euros

30/06/2018

Total des Charges à payer		52 613
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		1 593
<i>Intérêts courus sur emprunts</i>	909	
<i>Agios et frais à payer</i>	684	
Emprunts et dettes financières divers		2 312
<i>Bch - int cct</i>	2 312	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		10 083
<i>Fournisseurs, fnp</i>	9 955	
<i>Fournisseurs, fnp Groupe</i>	128	
Dettes fiscales et sociales		38 624
<i>Dettes provisionnées sur C.P.</i>	23 711	
<i>Charges sociales sur C.P.</i>	7 128	
<i>Charges fiscales sur C.P.</i>	380	
<i>Etat, impôts et taxes à payer</i>	5 035	
<i>Provision taxe d'apprentissage</i>	916	
<i>Provision formation continue</i>	1 454	

Produits constatés d'avance

Etat exprimé en euros	Période	Montants	30/06/2018
Produits constatés d'avance - EXPLOITATION			
Produits constatés d'avance - FINANCIERS			
Produits constatés d'avance - EXCEPTIONNELS			
TOTAL			

Charges constatées d'avance

Etat exprimé en euros

	Période	Montants	30/06/2018
Charges constatées d'avance - EXPLOITATION			1 704
Charges diverses d'exploitation		1 704	
Charges constatées d'avance - FINANCIERES			
Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES			
TOTAL			1 704

--

Capital social

Etat exprimé en euros		30/06/2018	Nombre	Val. Nominale	Montant
ACTIONS / PARTS SOCIALES	Du capital social début exercice				20 000,00
	Emises pendant l'exercice			0,0000	
	Remboursées pendant l'exercice			0,0000	
	Du capital social fin d'exercice				20 000,00

Effectif moyen

		30/06/2018	Interne	Externe
EFFECTIF MOYEN PAR CATEGORIE	Cadres & professions intellectuelles supérieures		1	
	Professions intermédiaires			
	Employés		10	
	Ouvriers			
	TOTAL		11	

Annexe libre

Etat exprimé en euros

ENGAGEMENTS HORS BILAN

Au profit de la Caisse d'Epargne

Caution simple de BPI France à hauteur de 50 % du capital restant dû : soit 152 067.31 €

Caution solidaire et limitée de BC Holding à hauteur de 30 % du capital restant dû : soit 91 240.38 €

Nantissement de premier rang sur le fonds de commerce de Chambray les Tours

Engagements de crédit-bail

Voir ci-après

Crédit-Bail

Etat exprimé en euros		Terrains	Constructions	Matériels et outillages	Autres	30/06/2018
VALEUR D'ORIGINE						
AMORTISSEMENTS	Cumul exercices antérieurs					
	Dotation exercice					
	TOTAL					
REDEVANCES PAYEES	Cumul exercices antérieurs					
	Dotation exercice					
	TOTAL					
REDEV. RESTANT A PAYER	à 1 an au plus					
	entre 1 et 5 ans					
	à plus de 5 ans					
	TOTAL					
VALEUR RESIDUELLE	à 1 an au plus					
	entre 1 et 5 ans					
	à plus de 5 ans					
	TOTAL					
MONTANT PRIS EN CHARGE DANS L'EXERCICE						